

Les institutions et la croissance économique : l'indicateur Doing Business et la croissance économique de la région MENA

Institutions and Economic Growth: The Doing Business Indicator and MENA region Economic Growth

Issam Kouchad, (doctorant)

*Laboratoire de recherche en économie, gestion, management des affaires
(LAREGMA)
Université Hassan premier, FSJES, Settat MAROC*

Brahim Dinar, (Enseignant-Chercheur)

*Directeur du Laboratoire de recherche en économie, gestion, management
des affaires (LAREGMA)
Université Hassan premier, FSJES, Settat MAROC*

Adresse de correspondance : FSJES Settat, Route de Casablanca Km 3,5 université hassan
1^{er} BP 539
Tél : 05.23.72.12.75 / 76 Fax : 05.23.72.12.74
issam.kouchd.phd@gmail.com

Déclaration de divulgation : Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque
financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts
Kouchad, I., & Dinar, B. (2020). Les institutions et la
croissance économique : l'indicateur Doing Business et la
croissance économique de la région MENA. International
Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and
Economics, 1(3), 298-318.

Citer cet article : <https://doi.org/10.5281/zenodo.4282337>

DOI: 10.5281/zenodo.4282337

Published online: November 20, 2020.

Copyright © 2020 – IJAFAME



Les institutions et la croissance économique : l'indicateur Doing Business et la croissance économique de la région MENA

Résumé.

Les pays de la région MENA souffrent encore d'une croissance économique morne. Le travail et le capital sont les principales sources de cette croissance. Par ailleurs, l'environnement institutionnel et notamment la réglementation des affaires peut être son déterminant majeur selon la littérature.

La performance de la région dans le classement de la facilitation de faire les affaires suggère qu'elle a encore des efforts à entretenir pour améliorer son climat des affaires. L'estimation d'un modèle à effets aléatoires sur un panel équilibré de 13 pays de la région MENA suggère l'effet positif qu'a la réglementation des affaires adéquate sur la croissance économique de la région MENA. Cet effet positif semble être plus significatif lorsque l'environnement institutionnel général est favorable.

Mots clés : Croissance économique, institutions, Climat d'affaires, panel, région MENA.

Classification JEL : O43, O47.

Type de papier : Recherche appliquée.

Abstract.

MENA countries still suffer from dismal economic growth. Labor and capital are the main sources of this growth. Furthermore, the institutional environment and in particular business regulation can be its major determinant according to the literature.

The region's performance in the facilitation of doing business ranking suggests that it still has work to do to improve its business climate. The estimation of a random effects model on a balanced panel of 13 MENA countries suggests the positive effect that proper business regulation has MENA economic growth. This positive effect seems to be more significant when the general institutional environment is favorable.

Key Word: Economic growth, institutions, Doing Business, panel, MENA region.

JEL Classification: O43, O47.

Paper type: Empirical research.

1. Introduction

Les pays de la région MENA¹ ont des similarités sur plusieurs plans à savoir l'histoire, la langue, la culture et la géographie ainsi que le régime politique. Ils ont aussi des divergences, notamment sur le plan économique la région peut être divisée en groupes de pays riches en pétrole et ceux pauvres en ressources énergétiques (Malik & Masood, 2018).

Soutenir une croissance économique stable est l'un des défis majeurs que rencontrent les pays de la région en vue d'absorber les quelque 25 millions de personnes sans emploi dans la région, pour esquiver les troubles politiques et sociaux qui défient la région chaque jour.

La réglementation de l'économie est devenue un fait immuable. L'intervention dans l'économie via des réglementations est source de la croissance économique, puisqu'elle permet aux pays de se doter d'un environnement propice au développement des investissements. Elle pourrait ainsi être une piste à adopter pour les pays de la région pour atteindre le niveau de croissance toujours souhaité.

Les indicateurs Doing Business (DB) évaluent et comparent les pays sur la base de plusieurs aspects réglementaires en relation avec le quotidien des petites et moyennes entreprises (PME). Les travaux empiriques qui ont exploité les indicateurs DB ainsi que d'autres indicateurs concluent qu'il existe bien un lien positif et significatif entre la qualité de la réglementation des affaires et la croissance économique. Avoir une bonne performance au niveau de l'indicateur DB pour l'ensemble des pays de la région, apaisera le fardeau réglementaire dont souffre la région et leur fera gagner des points de croissance.

Cette étude est inscrite dans le but d'évaluer la croissance économique de la région MENA ainsi que son climat des affaires. Elle cherche par ailleurs, d'évaluer l'impact des institutions, notamment, la réglementation des affaires sur le PIB par habitant via l'indicateur de faire les affaires compiler par la banque mondiale. De ce fait, le travail présent tente de porter un éclairage sur l'effet qu'aurait la qualité de la réglementation des affaires sur la croissance économique de la région MENA par l'estimation d'un modèle à effets aléatoires sur un panel équilibré de 13 pays de la région MENA.

¹ MENA est un acronyme (M – Middle ; E – East ; N – North ; A – Africa) pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La région MENA est parfois appelée le monde arabe ou le Grand Moyen-Orient. Elle désigne la région s'étendant horizontalement entre l'Iran à l'est et le Maroc à l'ouest. Les limites de la région MENA sont plus géographiques que sociales ou religieuses. Il y a différentes variations de pays inclus selon les organisations qui la définissent ou selon les papiers de recherches qui s'y intéressent.

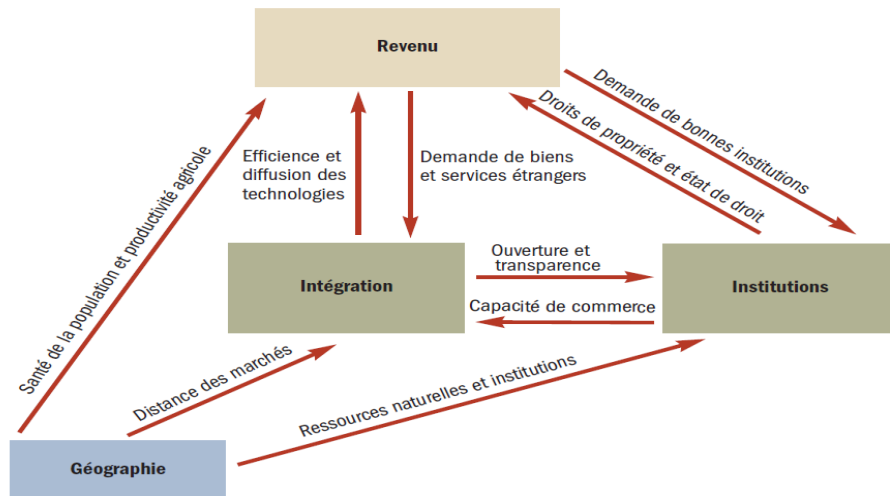
Pour ce faire, l'articulation de ce travail portera sur trois titres le premier est la croissance économique dans la région MENA, le second est l'intervention réglementaire et croissance économique et le dernier qui précède la conclusion est l'estimation de l'effet de la réglementation des affaires sur la croissance économique de la région.

2. La croissance économique dans la région MENA

2.1. Les principales sources de la croissance économique en théorie :

Rodrik et al., (2002) déclare l'insuffisance des déterminants qualifiés d'immédiats, relayés par la littérature de la croissance endogène et exogène. La croissance est expliquée par d'autres facteurs profonds à savoir la géographie, l'intégration et les institutions.

Figure 1 : les liens entre les déterminants de la croissance.



Source : Rodrik et Subramanian, (2003).

En se référant au graphique proposé par (Rodrik et al., 2002) la géographie peut influencer d'une manière directe le revenu en agissant sur la productivité agricole, la morbidité ou d'une manière indirecte par son impact sur le type des institutions en place ou sur son degré d'intégration économique, donc la géographie est le seul facteur qui n'est pas influencé par le revenu par tête, il est donc exogène.

Les autres facteurs à savoir les institutions et l'intégration économique entretiennent des relations causales plus au moins réciproques, le commerce peut être présenté comme résultante directe d'augmentation de la croissance économique et il peut être l'un des facteurs qui la déclenchent. Bien que, de bonnes institutions qui préservent à bien les droits de propriété dans une économie, mettent les investissements sur un sentier ascendant et permettent

l'éclosion de l'innovation et le progrès technique et par la suite le revenu, sans pour autant négliger que les institutions appropriées qui favorisent les croissances économiques peuvent être le fruit d'une croissance forte menée dans un pays donné.

2.1 Le contexte économique de la région MENA.

La région MENA, est dotée d'une richesse très importante en ressources naturelles notamment en ressources énergiques et minérales. Les réserves de la région en pétrole brut sont trois fois plus élevées que celles des autres régions. La région possède également l'une des réserves confirmées de gaz les plus importantes du monde. Cependant cette forte dotation en ressources naturelles génère pour la région une rente quatre fois plus en moyenne que celle de l'Amérique latine et en Afrique subsaharienne (Bank, 2019).

La population totale de la région MENA a été multipliée par cinq depuis les années 1950, elle est autour de 569 millions en 2017 (UNDESA 2017)². Malgré des taux de fécondité généralement à la baisse, la population absolue devrait encore doubler pour atteindre plus d'un milliard d'habitants d'ici 2100, selon les projections de (UNDESA 2017). La région MENA est dotée d'une population jeune, près de la moitié de la population totale avait moins de vingt-quatre ans et plus de 60% avait moins de trente ans (*Rapport sur le développement humain 2016 / PNUD*).

Toutefois, malgré ses richesses la région MENA affiche des taux de croissance laxistes. Généralement le PIB par habitant de la région est presque doublé depuis 1990, Le revenu moyen par habitant a stagné au cours de la période 2013-16, en hausse de seulement 0,8 % par an, contribuant au creusement de l'écart de revenu avec les autres régions apparu durant la décennie précédente³. Ce revenu par tête est largement au-dessus du revenu par tête des pays de l'Afrique subsaharienne. Mais il faut le multiplier par deux pour qu'il puisse arriver au niveau des pays développés.

Donc la croissance économique de la région MENA doit être plus dynamique pour qu'elle dégage suffisamment de revenus pour améliorer le niveau de prospérité de la population et surmonter le problème de chômage qui affiche des taux élevés par rapport au taux mondiaux (*Emploi et questions sociales dans le monde, 2015*).

Généralement la croissance économique de la région est associée à la fluctuation des prix du pétrole (Malik & Masood, 2018) de plus Le travail et le capital sont les facteurs qui contribuent le plus à la formation du PIB de la

² (UNDESA) United nation, Department of Economic and Social Affairs.

³ Vers une croissance plus soutenue et inclusive au moyen orient et en Afrique du nord document de FMI.

région MENA, tandis que la productivité totale des facteurs selon (Makdisi et al., 2006) ne semble pas y jouer un rôle important.

Dans une étude se concentrant sur les facteurs déterminants de la croissance économique de 15 pays de la région MENA sur la période 1970–2014 (Acikgoz & Ben Ali, 2019) notent que la productivité totale des facteurs et le progrès technologique ne contribuent à la croissance économique que dans cinq pays et la contribution du capital humain est très faible.

Cependant, il convient de souligner que (Makdisi et al., 2006) ont régressé la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) sur une série de variables afin d'évaluer leur contribution relative à la croissance économique de la région. Les résultats indiquent que les institutions et le stock de capital humain ont des effets positifs sur la croissance de la PTF lorsque la part de capital est faible. Le taux d'inflation et l'abondance des ressources naturelles ont eu une influence négative sur la productivité.

Dans un autre registre, la tendance générale d'attraction des IDE dans la région montre une forte baisse amorcée depuis les jours de la crise financière. Généralement les domaines d'intérêt des entrées des IDE se sont principalement l'énergie, l'immobilier, les services financiers et les produits de consommation. En outre, les sorties nettes de capitaux du CCG⁴ se sont triplées depuis 2005 via les fonds souverains de la région qui recyclent la rente pétrolière (Sanchez-Bella, 2018).

La région MENA souffre aussi d'une faible intégration régionale puisque le commerce régional y constitue seulement 10% du total de son commerce intérieur. Les importateurs pétroliers ont une grande partie dans le commerce régional : le Liban (44% des exportations totales en 2017), la Jordanie (43%) et l'Égypte (22%) (Saidi & Prasad, 2018).

3. L'intervention réglementaire et croissance économique.

3.1 Les institutions et la croissance économique

Selon la définition avancée par (North, 1991), les institutions sont des contraintes humaines qui structurent les interactions sociales, politiques et économiques. Elles consistent en des contraintes informelles (sanctions, tabou, costumes, tradition et codes de conduites), ainsi que des contraintes formelles (constitutions, lois, droits de propriété...). Ces formes différentes d'institutions sont créées à travers l'histoire pour mettre de l'ordre dans les échanges humains et réduire l'incertitude qui les entache.

Les institutions ne sont pas des personnes, ce sont des coutumes et des règles qui fournissent un ensemble d'incitations et de dissuasions pour les individus (North, 1986). Elles définissent l'ensemble des choix possibles, et par la suite les coûts des transactions et de production et améliorent la

⁴ Conseil de coopération du golfe

faisabilité et la profitabilité de l'acte entrepreneurial. Les institutions fournissent des incitations et forment la direction de changement vers la croissance économique, la stagnation ou le déclin (North, 1991).

L'organisation de la société sous certaines formes encourage les gens à innover et prendre du risque, il les incite aussi à épargner pour le futur, à apprendre davantage et à trouver toujours les meilleures façons d'entreprendre les choses (Acemoglu et al., 2004).

3.2 L'intervention réglementaire et croissance économique.

La régulation du marché cherche à redresser les défaillances du fonctionnement du marché telles que les externalités, l'asymétrie d'information et le monopole. Les gouvernements « bienveillants et soucieux d'intérêt général » ont la capacité par hypothèse de porter des corrections aux défaillances que présentent les marchés grâce à la réglementation. Ils sont en mesure de mettre en œuvre des instruments fiables et sans coûts pour orienter le marché de manière effective et efficace.

Par ailleurs (Stigler, 1971) considère la régulation comme un marché où se confrontent les offreurs et les demandeurs de la réglementation. Les Hommes politiques, vu leur monopole de l'information, offrent leur pouvoir de réguler aux groupes de pression monnayant le financement de campagnes électorales, le vote et le paiement des retraites de fin de service des politiciens. Il est faux pour lui, de considérer que l'intervention étatique peut suppléer aux défaillances du marché. L'État est incapable de définir l'intérêt général pour être en mesure de le défendre, elle devient la prisonnière des lobbies cherchant à corrompre la concurrence.

Cependant, nos sociétés d'aujourd'hui sont de grandes consommatrices de réglementations, une autre théorie plus nuancée qui allie la logique à la réalité des faits s'impose et prend en considération les critiques de l'école de Chicago à la théorie d'intérêt public (Shleifer, 2005).

La **théorie du renforcement de la réglementation** prétend que toutes les stratégies de contrôle social ne sont pas parfaites. Un arbitrage (trading) entre les coûts sociaux que présente chacune de ces stratégies. Selon (Djankov et al., 2003), dans sa quête d'un compromis propice pour l'équilibre social, le régulateur se déplace entre les choix possibles allant de la réglementation privée vers l'emprise totale de l'État sur les activités économiques, le pouvoir de l'État se renforce peu à peu au détriment de celui des agents privés et vice-versa.

Les imperfections du marché conduisent probablement à une multitude d'équilibres de Pareto. Un pays donné par conséquent peut être prisonnier d'un équilibre de Pareto inférieur qui conduit à la pauvreté, il ne peut pas y échapper sans une certaine coordination des activités que le seul fonctionnement libre du marché ne peut pas fournir (Acemoglu et al., 2004).

3.3 Le climat des affaires : la réglementation pour la croissance.

Selon la (Banque mondiale, 2005), le climat d'investissement « le climat de faire des affaires » est un ensemble de facteurs spécifiques à un pays qui exercent une influence plus ou moins forte sur les opportunités et incitatifs encourageant une firme à investir, créer des emplois et croître. Les politiques publiques, notamment, exercent une forte influence sur l'activité des firmes, à travers un ensemble d'effets externes, qui peuvent être positifs ou négatifs.

Le climat des affaires recouvre trois axes :

- « la stabilité macroéconomique et l'ouverture : les politiques commerciales, la politique de change, la politique budgétaire, l'inflation, l'endettement, etc.
- la gouvernance et les institutions : cela englobe les institutions publiques et le comportement des acteurs publics (en matière de fiscalité par exemple), le système de régulation dans son ensemble, l'accès au financement, le fonctionnement de la justice, les politiques publiques afin d'assurer aux firmes un cadre concurrentiel compétitif (réformes économiques et financières notamment), le marché du travail, le contrôle de la corruption et du crime ;
- la qualité des infrastructures d'un pays : électricité, eau potable, télécommunications et transport. »⁵.

Le climat des affaires fait référence à une régulation flexible des activités économiques qui doit être profitable à tous les types de firmes (PME et les grandes firmes). En effet, l'efficacité de la réglementation favoriserait l'entrée sur le marché des nouvelles entreprises ce qui améliorerait le climat concurrentiel, ainsi les entreprises les moins efficaces ne seront plus protégées et céderont la place à celles innovatrices et dynamiques. De même, le rôle de la réglementation efficace consiste à renforcer la réduction des coûts de transactions pour les entreprises déjà sur place ainsi qu'à la résolution des litiges et la préservation de la propriété privée.

3.4 Etat des lieux de la réglementation des affaires dans la région MENA

Lancé en 2002, le rapport Doing Business analyse et mesure la réglementation s'appliquant aux petites et moyennes entreprises tout au long de leur cycle de vie. En collectant et en analysant des données quantitatives

⁵ Définition prise d'un article de l'économiste, cette définition et la même que celle que j'ai trouvé dans la thèse de doctorat de Tarik Elmalki, (2010), « Environnement des entreprises, responsabilité sociale et performance : analyse empirique dans le cas du Maroc », Thèse. Il la réfère à l'article de Stern, N. (2002). A strategy for development. Washington, D.C: World Bank., qui substitue climat des affaires au climat de l'investissement.

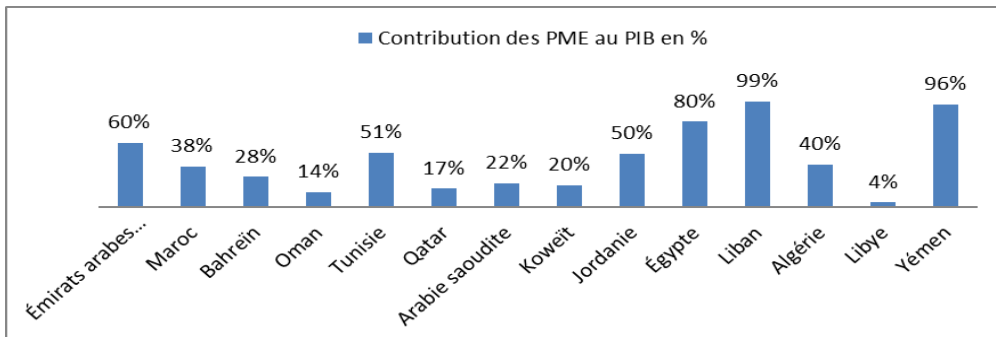
détaillées pour comparer les cadres réglementaires applicables aux entreprises du monde entier au fil du temps. Le premier rapport Doing Business, a été publié en 2003, portait sur cinq ensembles d'indicateurs dans 133 pays. Le rapport couvre aujourd'hui dix ensembles d'indicateurs dans 190 économies.

Les indices établis par la banque mondiale évaluent principalement la protection des droits de propriété et la réglementation des affaires pour les PME, ces indicateurs quantifient le degré de la réglementation, les conséquences de la réglementation, l'étendue de la protection légale de la propriété, évalue la charge fiscale et les aspects de l'embauche des travailleurs.

Les petites et moyennes entreprises (PME) forment la majorité du tissu des entreprises de la région MENA. Selon la SFI⁶, la région MENA au sens large compte plus de 5,5 millions de micro, petites et moyennes entreprises (MPME), dont la majorité est des micros entreprises. Dans les pays du CCG, les PME représentent près de 90% du nombre total d'entreprises.

La contribution des PME au PIB global de la région MENA reste faible et très hétérogène entre les pays de la région. Elle est loin de la performance des PME des marchés développés. Dans l'Union européenne, les PME réalisent au moins 55% de son PIB.

Figure 2 : contribution des PME au PIB de certains pays de la région MENA.



Source : les auteurs à partir des données de the WDI⁷ 2018.

L'amélioration du secteur privé, notamment, le tissu des PME aidera à mettre la machine économique de la région sur les rails de développement, pourvu que les conditions de création de marchés se présentent. Un bon climat des affaires a un rôle très important dans la garantie du développement du tissu des PME. La réduction des barrières réglementaires conduirait à la facilitation d'entreprendre aux investisseurs potentiels et ceux déjà en activité.

⁶ La Société financière internationale (anciennement SFI, désormais IFC en référence à son abréviation en anglais).

⁷ *World Development Indicators*.

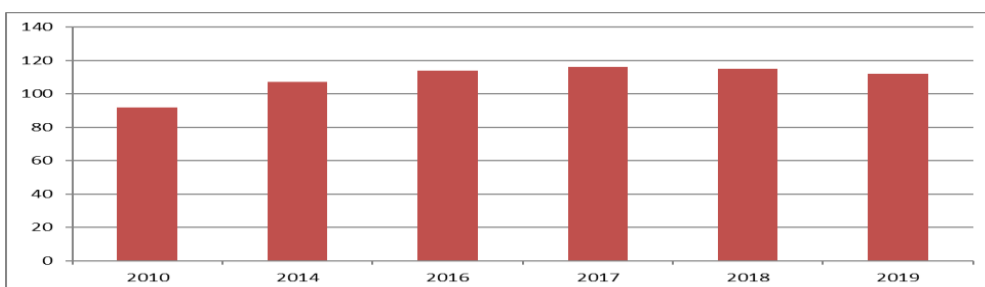
Il est donc, opportun de dresser l'état des lieux du climat des affaires dans la région MENA selon ses performances déclinées par les rapports Doing Business.

3.4.1 La performance de la région MENA en terme réglementation des affaires.

Doing Business présente des indicateurs quantitatifs sur la réglementation des affaires et la protection des droits de propriété pouvant être comparés dans 190 économies au fil du temps. L'ensemble de données couvre 48 économies de l'Afrique subsaharienne, 32 de l'Amérique latine et des Caraïbes, 25 de l'Asie de l'Est et du Pacifique, 25 de l'Europe de l'Est et Asie centrale, 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et 8 en Asie du Sud, ainsi que 32 pays à revenu élevé de l'OCDE. Les indicateurs servent à analyser les résultats économiques et à identifier les réformes qui ont fonctionné, où et pourquoi.

La région MENA n'a pas pu depuis 2005 améliorer son positionnement général dans le classement DB. Les quatre dernières années, la région MENA n'a pas pu améliorer son classement qui persiste à plus 100^{ème} rang.

Figure 3 : le classement moyen de la région MENA selon la faculté de faire les affaires.

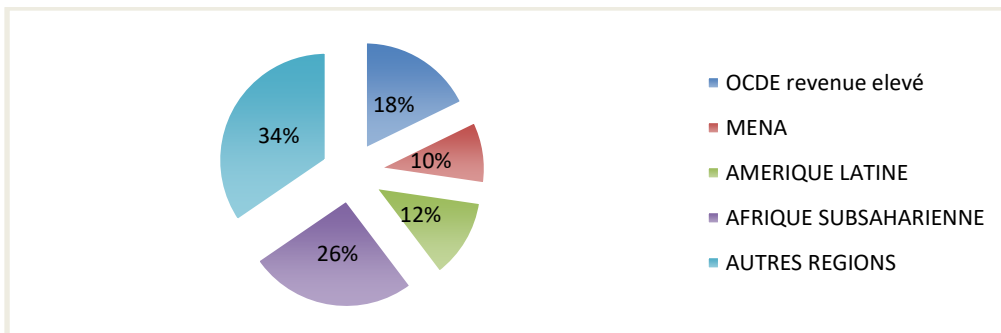


Source : les auteurs à partir des données des rapports DB.

Le meilleur classement qu'a eu un pays de la région est la onzième place réalisée par ERU l'an 2019. En moyenne, entre 2014 et 2019, 13 pays de la région ont un classement qui dépasse le 100^{ème} rang, ce qui veut dire que tous ces pays ont obtenu un score global de facilité de faire des affaires faibles d'où leur éloignement de la frontière 100%.

Depuis 2005, toutes économies comprises dans le projet Doing Business ont performé 3847 réformes (D.B. 2020). En 2019 la région MENA est devancée par l'Afrique subsaharienne l'Amérique latine et les pays de revenu élevé appartenant à l'OCDE. Elle n'a pas pu effectuer que 336 réformes sur les 3517 c'est-à-dire 10% seulement des réformes depuis la création du DB. En moyenne la région réalise 24 réformes par an ce qui est équivalent à 1,2 reformes par pays chaque année. Le rapport DB 2020 à recensé 279 reformes pour les pays de la région.

Figure 4 : total des réformes recensées par le rapport DB par régions depuis 2005.

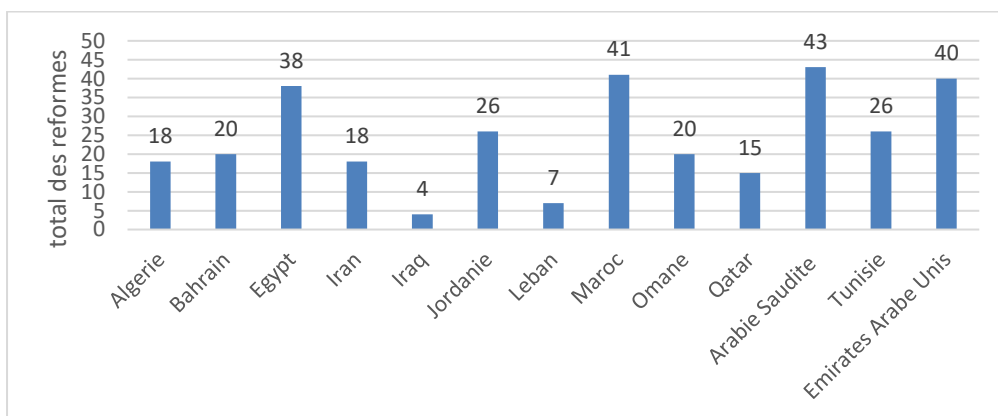


Source : les auteurs à partir des données du rapport DB 2019.

De même, la région affiche une faible performance dans les 10 domaines touchés par l'évaluation de DB. La région MENA compte 74 réformes dans le domaine de création d'une entreprise loin derrière l'Afrique subsaharienne (181 réformes), l'Amérique latine (83 réformes) et les pays de l'OCDE (112 réformes).

L'Arabie saoudite (62 e), la Jordanie (75 e), Bahreïn (43 e) et le Koweït (83) figurent parmi les 10 économies qui ont enregistré le plus de progrès. À la 16e place du classement général DB, les Émirats arabes unis (EAU) sont les mieux classés des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (16), devant Bahreïn (43e) et le Maroc (53e). (D. B. 2020.)

Figure 5 : total des réformes recensées par le rapport DB par pays depuis 2005.

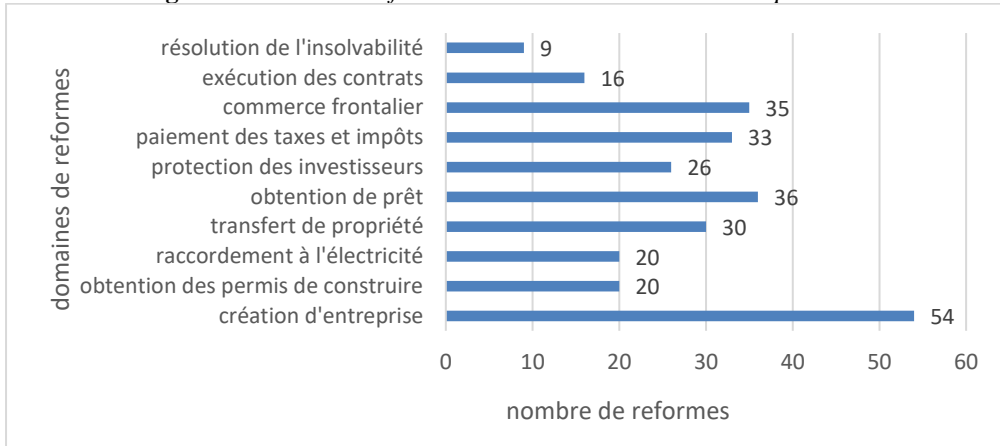


Source : les auteurs à partir des données du rapport (D.B. 2020.)

L'historique des réformes recensées par les rapports DB nous donne une idée sur les domaines de réformes les plus actifs. Ils sont, notamment, la création des entreprises, l'obtention de crédits et le commerce transfrontalier. Résoudre l'insolvabilité est l'axe à qui les pays de la région MENA n'ont pas donné l'intention nécessaire puisque sur la période allant de 2005 à 2019,

seulement 9 réformes qui ont eu lieu, en relation avec la résolution de l'insolvabilité, donc la plupart des pays n'ont pas agi sur ce domaine.

Figure 6 : totale des réformes selon les domaines couverts par DB.



Source : les auteurs à partir des données du rapport (D.B. 2019).

Après avoir passé en revue les performances des de la région MENA en termes de la réglementation des affaires, approchée par le classement DB. Nous pouvons dire que la région souffre encore d'un fardeau réglementaire qui entrave le quotidien des PME et bloque le processus de croissance, en dépit de nombreuses réformes qu'ont connues les processus règlementaires de ses pays. Donc nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle la réglementation des affaires influence la croissance économique de la région, une amélioration de l'atmosphère réglementaire aurait des retombées positives sur la croissance économique.

4. Estimation de l'effet de la réglementation des affaires sur la croissance de la région.

Ce titre vise à développer la méthodologie permettant de quantifier l'effet de la réglementation sur la croissance économique de la région MENA et précisément pour les **13** pays y appartenant, à savoir Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran, Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Oman, Arabie saoudite, Tunisie, Émirats arabes unis et bande de gaza sur la période 2010-2017. 7 pays sont exclus des 20 pays que la banque mondiale inclus dans ses rapports DB comme appartenant à la région MENA, vu l'absence des données.

4.1 Revue de littérature empirique

Une multitude d'études ont examiné la relation entre la réglementation des affaires et la croissance économique dès les années 2000. Certaines études traitent l'effet de la réglementation des affaires sur la croissance économique d'une manière indirecte, en abordant ses effets sur la productivité du travail,

l'investissement, l'innovation, et la productivité totale des facteurs qui sont des stimulateurs de la croissance. Et d'autres qui traitent la relation directe entre la réglementation des affaires et la croissance (Messoud & Teheni, 2014).

Nous focalisant dans cette étude sur la relation directe, comme l'a fait (Djankov et al., 2006) en étudiant l'impact qu'a la réglementation liée aux entreprises sur la croissance économique, entre 1993 et 2002, pour un échantillon de 135 pays. Les résultats de l'étude montrent que l'indice de la réglementation liée aux entreprises est corrélé positivement avec la croissance. Les pays qui présentent moins de fardeaux réglementations, connaissent un développement plus rapide.

Djankov et al., (2003) constate que la bureaucratie (le formalisme procédural) est plus importante dans les pays de droit civil que dans les pays du droit commun, et elle est associée à une durée de traitement judiciaire plus longue, moins de cohérence, moins d'honnêteté, moins d'équité dans les décisions de justice et plus de corruption.

Hanusch, (2012) discute du rôle potentiel des indicateurs DB dans le processus de réforme. Il s'est basé sur la méthode suivis par (Djankov et al. 2006) pour choisir ses variables de contrôle, pour la période allons de 2003 à 2009, il a utilisé un échantillon de 175 pays, et un certain nombre de variables supplémentaires sont utilisées, les résultats montrent que :

- Les indicateurs Doing Business ayant le plus grand impact sur la croissance économique sont « Obtenir du crédit » et « Exécuter les contrats ».
- Les autres indicateurs Doing Business ayant un impact statistiquement détectable sur la croissance économique sont : « Démarrage d'une entreprise », « Enregistrement de propriété » et « Protection des investisseurs ».
- Les sous-indicateurs axés sur les coûts et, dans une certaine mesure, sur le temps ont le plus grand impact sur la croissance économique des neuf indicateurs Doing Business examinés.

Contrairement à (Djankov et al., 2006), l'analyse menée par Hanusch est également faite pour les pays pauvres et les pays riches séparément. Le coefficient de l'indicateur de faire des affaires n'est significatif que pour l'échantillon des pays en développement, aussi bien pour la croissance sur 5 ans que pour la croissance sur 10 ans.

Haidar, (2009) examine l'incidence de la protection des investisseurs sur le niveau de revenu et la croissance dans 170 pays entre 1980 et 2004. Les données sont basées sur l'indice de protection des investisseurs des entreprises. Il mesure la force des protections des actionnaires minoritaires contre l'utilisation abusive des actifs de l'entreprise par les administrateurs pour des

fins personnelles. Les résultats montrent que le niveau de protection des investisseurs est déterminant pour les différences de croissance du PIB entre les pays : ceux bénéficiant de protections plus fortes ont tendance à croître plus rapidement que ceux bénéficiant d'une faible protection.

Haidar, (2012) étudie le lien qui existe entre la protection des investisseurs - parmi 9 autres réformes de la réglementation des entreprises - et les taux de la croissance économique dans 172 pays pour la période 2006-2010. Contrairement aux études précédentes, la principale variable indépendante « Réforme » est définie comme le nombre total de réformes entreprises dans un pays pendant une certaine période (2006-2010 et 2006-2008). Chaque réforme est codée comme une variable muette égale à 1 si une réforme positive s'est produite dans un ou plusieurs des 10 indicateurs au cours d'une année donnée et à 0 si non.

La principale conclusion empirique de Haidar, (2012) est que les réformes de la réglementation des entreprises sont favorables à la croissance économique. Chaque réforme de la réglementation des entreprises est associée à une augmentation de 0,15% du taux de croissance du PIB. Les pays avec plus de réformes de la réglementation des entreprises ont connu des taux de croissance économique plus élevés.

Cela suggère que des réformes qui améliorent le climat des affaires peuvent aider les pays pauvres à se développer plus rapidement.

La qualité de la régulation est associée d'une manière significative et robuste avec la croissance économique, ce qui suggère que les pays avec un niveau de régularisation plus au moins bon en tirent moins de profit que celle qui affiche une réglementation moins soutenue (Silberberger & Königer, 2016).

Les pays à bas niveau de développement semblent qu'ils ne bénéficient pas d'une réglementation améliorée, mais une amélioration du niveau d'éducation leur sera plus bénéfique en termes de croissance économique et l'intégration économique est aussi une autre piste de croissance principalement pour les pays développés, mais reste moins signifiante que le niveau de régularisation (Silberberger & Königer, 2016).

Une étude sur un panel de 17 pays de la région MENA pour une période allant de 1983 à 2012 montre que la démocratie a un effet négatif et significatif sur la croissance de la région MENA (Rachdi & Saidi, 2015). Tous les pays de la région doivent renforcer leurs institutions, réduire la corruption et les conflits externes, de même, ils doivent assurer un bon fonctionnement du système politique ce qui va œuvrer d'une manière favorable dans l'augmentation du taux de croissance économique de la région. Laquelle croissance exige une protection de droits civils et politiques (Rachdi & Saidi, 2015).

4.2 Choix de variables et données.

La variable dépendante de notre modelé et le PIB réel par habitant. Le PIB par habitant s'est avéré approprié pour capter la croissance économique plutôt que sa croissance, car la réglementation tend à rester constante sur de longues périodes.

La principale variable indépendante est la variable réglementaire qui correspond à l'indicateur de facilité de faire les affaires, de la banque mondiale. Le choix de la base de données DB a été motivé par le fait que ces données sont collectées d'une manière standardisée en se basant sur un cas simple pour assurer la comparabilité des données à travers les pays et à travers le temps. Cette base de données est disponible gratuitement sur le site de la banque mondiale.

Le PIB par habitant dépend aussi d'autres variables de contrôle à savoir l'investissement direct étranger parce que la capacité d'attraction des IDE des pays en développement peut contribuer à leur développement économique et politique (Carril Caccia et al., 2018). L'(IDE) est quantifier ici en entrées nettes d'investissement direct étranger en pourcentage du PIB.

L'investissement est une autre variable de contrôle, il est capturé par la formation brute de capital en pourcentage de PIB, il substitut l'investissement privé par manque de données. La croissance de la population en pourcentage par année est aussi introduite comme variable de contrôle. Ces indicateurs proviennent tous de la base de données des indicateurs de développement de la Banque mondiale dans un souci de réduire les incohérences dans les données.

L'**efficacité du gouvernement** (GE) et l'indicateur de la **règle de loi** (RL) font partie des six indicateurs de gouvernance fournis par les indicateurs de gouvernance mondiale, ils reflètent la composante institutionnelle dans les pays en développement. L'efficacité du gouvernement reflète la perception de la qualité de la politique publique, des processus gouvernementaux ainsi que de l'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis des pressions politiques. L'indicateur de la **règle de loi** (RL) capte les perceptions de la mesure dans laquelle les agents ont confiance dans les règles de la société et s'y conforment, en particulier, la qualité de l'exécution des contrats, les droits de propriété, la police et les tribunaux, ainsi que le risque de criminalité et de violence.

4.3 Spécification du modèle

Dans cet exercice, un modèle de croissance est proposé, il comprend la variable qui capte la réglementation des affaires, ainsi que des variables de contrôle, la méthode des données de panel sera utilisée pour estimer ce modèle, parce qu'elle « ...peu simultanément prendre en compte

l'hétérogénéité à travers les individus et dans le temps en contrôlant les différents effets au niveau des variables individuelles. Selon de nombreux auteurs (Gujarati, 2003 ; Gujarati,2003; Pindyck & Rubinfeld, 1998; Wooldridge, 2002), l'utilisation des modèles de panel présente certains avantages: augmenter la taille de l'échantillon; saisir l'hétérogénéité impliquée à la fois dans les unités de section transversale et dans les dimensions temporelles; tester des hypothèses sur la présence d'hétéroscédasticité et d'auto corrélation, ou les deux; et, enfin, ils sont mieux adaptés pour étudier la dynamique du changement et des modèles comportementaux complexes »(Gil-García, 2014)p. 204.

Nos données, contiennent 104 observations réparties entre 13 individus et 8 périodes, ils sont sous forme d'un panel équilibré.

L'équation de notre modèle panel est du type :

$$(1): Y_{it} = \alpha + X_{it}\beta + \alpha_i + e_{it}$$

où y est la variable dépendante, $i = 1, 2, 3, \dots, N$ sont des indices de la coupe transversale, $t = 1, 2, 3, \dots, T$ se référant au de temps, α représente la constante globale, X est la matrice des variables explicatives, β est le vecteur des coefficients, α_i représente l'effet non observable spécifique à un individu et e_{it} représente le terme de perturbation.

Deux modèles statiques peuvent être dérivés du modèle (1) : le modèle à effets fixes (fixed effects model /**FE**) et le modèle à effets aléatoires (Random effects model /**RE**). En effet, si α_i est fixe ou corrélé avec toutes les variables représentées pas la matrice X, alors le modèle (1) est considéré comme un modèle à effets fixes, qui peut être écrit de la manière suivante :

$$(2) Y_{it} = \alpha_i + X_{it}\beta + e_{it}$$

où la constante globale a été éliminée. Par ailleurs, si α_i est aléatoire, c'est-à-dire non corrélé avec toutes les variables de X, alors le modèle (1) devient un modèle à effets aléatoires et peut être écrit comme suit :

$$(3) Y_{it} = \alpha + X_{it}\beta + v_{it}$$

où le nouveau terme d'erreur consiste en deux composants: (4) $v_{it} = \alpha_i + e_{it}$

Le choix entre les deux types de modèles peut être fait grâce au test de spécification de **Hausman**, qui est utilisé pour tester l'hypothèse nulle d'effets aléatoires par rapport à l'hypothèse alternative d'effets fixes. Il s'agit d'un test chi-deux dont le rejet de l'hypothèse nulle signifie que le modèle **FE** est adéquat.

La forme agrégée de notre modèle à effets fixes se déclinera sous la forme :

$$(4) \text{LGDP}_{it} = \beta_1 \text{DB}_{it} + \beta_2 \text{GE}_{it} + \beta_3 \text{POPG} + \beta_4 \text{LGFC}_{it} + \beta_5 \text{FDI}_{it} + e_{it}$$

Le modèle d'effet aléatoire correspondant est donné par :

$$(5) \text{LGDP}_{it} = \beta_1 \text{DB}_{it} + \beta_2 \text{GE}_{it} + \beta_3 \text{POPG} + \beta_4 \text{LGFC}_{it} + \beta_5 \text{FDI}_{it} + v_{it}$$

$v_{it} = \alpha_i + e_{it}$ est le terme d'erreur composite.

4.4 Estimation et résultats.

On a procédé à l'estimation des deux modèles sur EWIEWS 10, après avoir importé les données sous forme de panel dans le logiciel.

Tableau 1 : les résultats de l'estimation du modèle à effets fixes, du modèle à effets aléatoires et le teste de Hausman

Variables	(FE) Modelé à effet fixe			(RE) Modelé à effet aléatoire		
	Coefficients	t-Stat	Prob.	Coefficients	t-Stat	Prob.
DB	0.002192	2.019467	0.0466	0.002433	2.254280	0.0264
POPG	-0.000204	-0.089202	0.9291	7.35E-05	0.032224	0.9744
GFC	0.066375	1.732066	0.0868	0.064163	1.676455	0.0968
GE	0.049154	2.632031	0.0101	0.055470	3.000120	0.0034
FDI	-0.000811	-0.559700	0.5771	-0.000993	-0.686276	0.4942
C	4.006239	49.63574	0.0000	3.995431	36.04099	0.0000
R ²	0.996700					
R ² ajusté	0.996047					
Prob(F)	0.000000					

Hausman Test			
Coupe transversale aléatoire (Cross-section random)	Chi-Sq. Stat	Chi-Sq. d.f.	Prob.
	9.829016	5	0.0802

Source : les auteurs à partir de leurs estimations sur EVIEWS 10.

La probabilité du teste de Hausman est supérieure au seuil de 5%, ce qui signifie que la statistique chi-deux n'est pas significative, donc on ne rejette pas l'hypothèse nulle du modèle à effet aléatoire, alors on conclut que le modèle significatif est le modèle à effets aléatoires.

Les résultats du modèle à effets aléatoires révèlent une relation positive et significative au seuil de 5 % entre la mesure réglementaire et le logarithme du PIB par habitant. Ce qui suggère qu'une amélioration du classement DB de l'ensemble des 13 pays signifiant que l'allègement du fardeau réglementaire qui contraigne l'environnement des affaires aurait un effet positif sur la croissance économique et la prospérité de la région MENA.

Une amélioration de l'indice globale de facilité de faire les affaires de la région MENA lui fera profiter d'une augmentation de sa croissance économique. Cela confirme la conclusion de (Haidar, 2009) qui montre que les pays avec plus de réformes destinées à faciliter la création et le développement des entreprises ont connu des taux de croissance économique plus élevés par rapport à ceux par où le fardeau réglementaire persiste encore. En effet, l'investissement privé reste tributaire du contexte dans lequel évolue chaque entreprise (Bouhari, 2017). Ainsi a présence d'un cadre réglementaire

favorisant la création d'un climat d'investissement sain, est au bénéfice de tous. Il influe directement sur les décisions des investisseurs (Bouhari, 2017).

Mais la promotion de l'investissement ne peut se réduire à la mise en œuvre de mesures formelles visant à améliorer le classement du pays sur l'échelle des seuls indicateurs de DB de la Banque mondiale, mais au renforcement de l'applicabilité de la réglementation (Bouhari, 2017).

Tableau 2 : les résultats de l'estimation du modèle à **RE** et le teste de Hausman.

Variables	Coefficients	Ecart type	t-Stat	Prob.
DB	0.002010	0.001093	1.839674	0.0688
POPG	-0.001422	0.002183	-0.651297	0.5164
GFC	0.082334	0.037891	2.172955	0.0322
RL	0.060545	0.022247	2.721491	0.0077
FDI	-0.000111	0.001431	-0.077839	0.9381
C	4.005034	0.114582	34.95358	0.0000

Hausman Test			
Coupe transversale aléatoire (Cross-section random)	Chi-Sq. Stat.	Chi-Sq. d.f.	Prob.
	8.590750	5	0.1265

Source : les auteurs à partir de leurs estimations sur *EViews 10*.

La variable, l'efficacité du gouvernement (**GE**) à un effet significatif sur la croissance de la région ; donc la qualité des politiques publiques, des processus gouvernementaux ainsi que l'indépendance de l'administration vis-à-vis des pressions politiques, impacte positivement le niveau de la croissance économique.

Après la substitution de la variable (**GE**) par la règle de la loi (**RL**), l'efficacité de l'indicateur de la gouvernance tient toujours, en revanche la significativité de l'indice de facilité de faire les affaires s'est rétrogradée vers le seuil de signification de 10% sans changement dans la valeur de son coefficient.

Les indicateurs de gouvernance sont construits en unités allant de -2,5 à 2,5. La valeur la plus élevée correspond à une bonne gouvernance qui signifie le changement de l'attitude, et les politiques des gouvernements dans un sens favorable au secteur privé.

La région MENA à une faible valeur de l'indicateur de la règle de la loi, la plupart des pays de la région sont dans l'intervalle -1 et 0,5, donc La confiance des agents économiques de la région MENA est très faible dans la qualité de l'exécution des contrats, les droits de propriété, la police et les tribunaux, ce qui atténue l'effet de la réglementation des affaires sur la croissance économique.

L'investissement intérieur a un impact positif et significatif sur la croissance économique. Par exemple, une amélioration de 1% de l'efficacité des gouvernements entraîne une augmentation de 6% du PIB réel par habitant. Les investissements directs étrangers semblent avoir un effet négatif sur la

croissance économique, à côté de la croissance de la population, mais cet effet n'est pas significatif.

« Une revue de littérature réalisée par Bruno et Campos (2013) montre que 50% des études empiriques rapportent un effet significativement positif de l'IDE sur la croissance, 11% trouvent un effet négatif tandis que 39% trouvent que la croissance est indépendante de l'IDE » (Trojette, 2016), p. 113.

Mehrrara & Musai, (2015) précisent dans ce sens que les IDE n'ont pas un effet significatif sur la formation du PIB dans le court et le long terme pour les pays récepteurs. Ce qui veut dire que le niveau de la croissance économique qui stimule les IDE et non l'inverse.

5. Conclusion

Les institutions et en particulier la composante réglementaire est très importante pour garantir un environnement qui permet aux entreprises notamment les petites et les moyennes entreprises d'être créées, de se développer et de quitter l'informalité. Elle est parmi les déterminantes de la croissance économique par l'augmentation des taux d'investissements, à travers l'attraction des IDE et la concrétisation d'une ouverture économique favorable au tissu productif.

Le diagnostic du développement économique de la région MENA nous a révélé que malgré la dotation factorielle importante dont dispose la région, sa croissance économique reste toujours morne.

Le classement DB de la région MENA n'arrive pas au niveau des pays à hauts revenus, car elle est accablée de réglementations complexes. Le coût en temps et en argent des barrières réglementaires et administratives ainsi que des carences des systèmes judiciaires, de l'État de droit et de la protection des droits de propriété sont des obstacles majeurs à la conduite des affaires.

Les résultats obtenus de l'estimation d'un modèle à effet aléatoire sur un panel de 13 pays de la région MENA, sont en phase avec les études empiriques précitées. La réglementation des affaires a un effet positif et significatif sur la croissance économique de la région. Les pays où les réglementations des affaires sont moins lourdes, connaîtraient un développement plus rapide surtout quand l'ensemble de l'environnement institutionnel est favorable.

Pourtant, ces résultats ont des limites. Ils nécessitent davantage d'approfondissement et une spécification d'un modèle avec des données désagrégées, pour couvrir les différentes dimensions du climat des affaires. En principe, les dix domaines couverts par le rapport DB seront de grande utilité pour déterminer là où il faut intervenir pour améliorer le climat des affaires de la région surtout si on exploite les résultats des Survey que mène la banque mondiale dans certains pays de la région.

En outre, il est possible que les pays les plus riches disposent de meilleures institutions et de systèmes de réglementation plus efficaces. Cela pose le problème de l'endogénéité d'où la nécessité d'une autre méthode d'estimation qui prend en compte ce problème d'estimation.

Références

- (1) Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. (2004). *Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth* (Working Paper N° 10481; Working Paper Series. National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w10481>
- (2) Bank, A. D. (2019, janvier 24). *Région MENA : De la malédiction des ressources à la malédiction de la rente*. Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain ; African Development Bank Group. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/region-mena-de-la-malediction-des-ressources-a-la-malediction-de-la-rente-15476>
- (3) Banque mondiale. (2005). *Un meilleur climat de l'investissement pour tous*. Banque Mondiale ; De Boeck & Larcier.
- (4) Bouhari, M. (2017). *Investissement privé et Climats des affaires : Une étude comparative dans des pays de la région MENA*. Vol.9 pp.256-270, 15.
- (5) Carril Caccia, F., Milgram, J., & Paniagua, J. (2018). *Foreign direct investment in MENA: Impact of institutional context*.
- (6) Djankov, S., Glaeser, E. L., Porta, R. L., Lopez-de-Silanes, F., & Shleifer, A. (2003). *The New Comparative Economics* (Working Paper N° 9608; Working Paper Series). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w9608>
- (7) Djankov, S., McLiesh, C., & Ramalho, R. M. (2006). Regulation and growth. *Economics Letters*, 92(3), 395-401. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2006.03.021>
- (8) *Doing Business 2019*. World Bank. <https://www.doingbusiness.org/en/reports/global-reports/doing-business-2019>
- (9) *Doing Business 2020*. World Bank. <https://www.doingbusiness.org/en/reports/global-reports/doing-business-2020>
- (10) *Emploi et questions sociales dans le monde : Des modalités d'emploi en pleine mutation*. (2015, mai 19). http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2015-changing-nature-of-jobs/WCMS_368645/lang--fr/index.htm
- (11) Gil-García, J. R. (2014). Using Panel Data Techniques for Social Science. *Ciencia Ergo Sum*, 21(núm.), 203-216.
- (12) Gujarati, D. N. (2003). *Basic Econometrics*. McGraw Hill.
- (13) Haidar, J. I. (2009). Investor protections and economic growth. *Economics Letters*, 103(1), 1-4. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2008.12.007>

- (14) Haidar, J. I. (2012). The impact of business regulatory reforms on economic growth. *Journal of the Japanese and International Economies*, 26(3), 285-307. <https://doi.org/10.1016/j.jjie.2012.05.004>
- (15) Hanusch, M. (2012). *The Doing Business Indicators, Economic Growth and Regulatory Reform*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-6176>
- (16) Makdisi, S., Fattah, Z., & Limam, I. (2006). Chapter 2 Determinants of Growth in the MENA Countries. In J. B. Nugent & M. H. Pesaran (eds.), *Contributions to Economic Analysis* (Vol. 278, p. 31-60). Elsevier. [https://doi.org/10.1016/S0573-8555\(06\)78002-6](https://doi.org/10.1016/S0573-8555(06)78002-6).
- (17) Malik, M., & Masood, T. (2018). *Economic Growth, Productivity and Convergence of Middle East and North African Countries* (SSRN Scholarly Paper ID 3186719). Social Science Research Network. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3186719>
- (18) Mehrara, M., & Musai, M. (2015). *The Effect of FDI on Economic Growth in MENA Region*. 3(1), 6.
- (19) Messaoud, B., & Teheni, Z. E. G. (2014). Business regulations and economic growth: What can be explained? *International Strategic Management Review*, 2(2), 69-78. <https://doi.org/10.1016/j.ism.2014.03.001>
- (20) North, D. C. (1986). The New Institutional Economics. *Journal of Institutional and Theoretical Economics (JITE) / Zeitschrift Für Die Gesamte Staatswissenschaft*, 142(1), 230-237.
- (21) North, D. C. (1991). Institutions. *Journal of Economic Perspectives*, 5(1), 97-112. <https://doi.org/10.1257/jep.5.1.97>.
- (22) Pindyck, R. S., & Rubinfeld, D. L. (1998). *Econometric Models and Economic Forecasts*. Irwin/McGraw-Hill.
- (23) Rachdi, H., & Saidi, H. (2015). Democracy and Economic Growth: Evidence in MENA Countries. *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, 191, 616-621. <https://doi.org/10.1016/j.sbspro.2015.04.644>
- (24) *Rapport sur le développement humain 2016 | PNUD*. UNDP. Consulté à l'adresse <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/2016-human-development-report.html>
- (25) Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2002). *Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development* (Working Paper N° 9305; Working Paper Series). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w9305>
- (26) Saidi, N., & Prasad, A. (2018). *Trends in Trade and Investment Policies in the MENA Region* (SSRN Scholarly Paper ID 3294817). Social Science Research Network. <https://papers.ssrn.com/abstract=3294817>
- (27) Sanchez-Bella, P. (2018). *Trends in trade and investment policies in the MENA region*. 48.
- (28) Shleifer, A. (2005). Understanding Regulation. *European Financial Management*, 11(4), 439-451. <https://doi.org/10.1111/j.1354-7798.2005.00291.x>

- (29) Silberberger, M., & Königer, J. (2016). Regulation, trade, and economic growth. *Economic Systems*, 40(2), 308-322. <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2016.05.001>
- (30) Stigler, G. J. (1971). The Theory of Economic Regulation. *The Bell Journal of Economics and Management Science*, 2(1), 3. <https://doi.org/10.2307/3003160>
- (31) Trojette, I. (2016). the effect of foreign direct investment on economic growth: the institutional threshold. *Région et Développement*, 43, 28.
- (32) Wooldridge, J. (2002). Econometric Analysis of Cross section and Panel Data. In *Booksgoogle.com* (Vol. 1).